



Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 27/09/2024

La FNCCR souhaite à titre liminaire souligner que le nouveau cadre introduit par la directive du 13 juin 2024 modifiant la directive 2019/944 sur le marché de l'électricité vise essentiellement à limiter le risque généré par des évolutions dans la fourniture en gros d'électricité. Il concerne donc les fournisseurs exerçant une activité d'achat pour revente au sens du 1° de l'article L. 333-1 du code de l'énergie. Or, depuis la loi APER, l'activité de fourniture a été étendue à la vente directe d'électricité par des producteurs à des consommateurs finals, lesdits producteurs étant ainsi assimilés à des fournisseurs alors même qu'ils n'ont pas tous vocation à exercer une activité d'achat pour revente. Il est donc essentiel dans la définition et la mise en œuvre des nouvelles règles prudentielles d'opérer une nette distinction selon que le fournisseur exerce ou non une activité d'achat pour revente. La Fédération considère par ailleurs que l'approvisionnement au Tarif de Cession des ELD pour la vente aux clients aux TRVE garantit par lui-même le respect de l'obligation de couverture.

Ces précisions étant faites, la Fédération est globalement en accord avec les principes exposés par la CRE mais émet néanmoins une réserve quant aux mesures organisationnelles proposées par la CRE.

Liste des pièces jointes à la contribution :

Rep_FNCCR_Consultation CRE règles prudentielles_20240926.pdf